

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**Fourniture, installation et maintenance curative de
vidéoprojecteurs, de systèmes de sonorisation et de
système de captation pour la webconférence pour l'INSA
Lyon**

Accord-cadre n° M25.0048

Table des matières

ARTICLE I : DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHE	5
1.1 Objet de l'accord-cadre	5
1.2 Décomposition en lots	5
1.3 Variantes	5
1.4 Forme du marché et procédure de passation.....	5
1.5 Montant de l'accord-cadre	5
1.6 Clause de non exclusivité	5
1.7 Exécutions complémentaires	6
ARTICLE II : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE.....	6
ARTICLE III : DUREE DE L'ACCORD-CADRE	7
ARTICLE IV – DELAIS D'EXECUTION	7
ARTICLE V : EVOLUTION DES FOURNITURES	7
5.1 Modalités de la demande d'évolution	7
5.2 Modalités d'acceptation de l'évolution.....	8
5.3 Clause de non exhaustivité des BPU	8
ARTICLE VI : MODALITES D'EXECUTION.....	8
6.1 Modalités de passation des commandes	8
6.2 Bons de commande	8
6.3 Conditions d'emballage et de transport	9
6.4 Modalités et délais de livraison	9
6.5 Suivi de l'exécution des prestations	9
ARTICLE VII : OBLIGATIONS DES PARTIES	9
7.1 Confidentialité.....	9
7.2 Relations avec l'INSA Lyon.....	10
7.3 Réparation des dommages.....	10
7.4 Garantie	10
7.5 Assurances	10
7.6 Engagements du Titulaire.....	11
7.7 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	11
7.8 Obligations relatives à la sous-traitance	11
ARTICLE VIII : GESTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	12
ARTICLE IX : VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	12
9.1 Vérification des prestations	12
9.2 Décision après vérification	13
9.3 Clause de reprise	13
ARTICLE X : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	13
10.1. Communication du bilan des émissions de gaz à effet de serre	13
10.2 Qualité environnementale des produits.....	13
10.3 Articles éco-responsables.....	13
10.4 La gestion des déchets.....	13
10.5 Emballages.....	14
10.6 Pratiques de transport éco-responsables	14
10.7 Suivi de la clause environnementale	14
10.8 Suivi des conditions d'exécutions environnementales.....	14
ARTICLES XI : PRIX.....	15
11.1 Forme et contenu des prix	15
11.2 Variation des prix.....	15
11.3 Prix promotionnels	15
ARTICLE XII : GARANTIES FINANCIERES	15
ARTICLE XIII : AVANCE.....	15
ARTICLE XIV : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	16
14.1 Présentation des demandes de paiement	16
14.2 Délai global de paiement.....	16
14.3 Paiement des cotraitants.....	16

ARTICLE XV : PENALITES	16
15.1 Pénalités de retard	16
15.2 Pénalité pour travail dissimulé	17
ARTICLE XVI : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	17
ARTICLE XVII : RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	17
17.1 Résiliation pour faute du Titulaire Conditions de résiliation	17
17.2 Redressement ou liquidation judiciaire	17
ARTICLE XVIII : REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUE	18
ARTICLE XIX : DEROGATIONS AU CCAG-FCS	18

ARTICLE I : DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHE

1.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture, l'installation et la maintenance curative de vidéoprojecteurs, de systèmes de sonorisation et de système de captation pour la webconférence pour l'INSA Lyon.

Lieux d'exécution :

INSA Lyon
Campus Lyon Tech La Doua
20 avenue Albert Einstein
69621 Villeurbanne Cedex

INSA Lyon
Campus d'Oyonnax
85 rue Becquerel
01100 Bellignat

Les caractéristiques des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 Décomposition en lots

Les prestations sont dévolues en lot unique pour des raisons techniques selon les dispositions de l'article L2113-11 du Code de la commande publique.

1.3 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées. Les soumissionnaires doivent obligatoirement présenter une offre conforme au dossier de consultation.

1.4 Forme du marché et procédure de passation

Le marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, passé en application des articles L.2125-1 alinéa 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 du Code de la commande publique.

La procédure est passée sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

1.5 Montant de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu sans minimum, et avec un maximum fixé à 250 000€ HT par an. Le montant estimé annuel s'élève à 200 000€ HT.

1.6 Clause de non exclusivité

Dans l'hypothèse où le Titulaire est amené à déclarer ne pas être en mesure d'exécuter le ou les bons de commande dans les conditions fixées par l'Acheteur, ou de prendre en charge de nouvelles prestations, et au regard des seuils de mise en concurrence prévus par les textes, l'Acheteur se réserve la possibilité de contractualiser auprès d'un opérateur économique tiers ou d'effectuer une mise en concurrence spécifique.

1.7 Exécutions complémentaires

1.7.1 Clause de réexamen

L'accord-cadre peut être modifié sans avenant, conformément aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique dans les conditions suivantes :

- Chaque année, avant la date anniversaire de l'accord-cadre, une révision du BPU peut être mise en œuvre afin d'identifier de nouveaux besoins récurrents non listés. À ce titre, de nouvelles références peuvent être ajoutées au BPU.
- En cas d'évolution technique ou technologique de certaines références identifiées au BPU, les parties s'accordent à tout moment sur le principe d'une substitution des produits venant en remplacement des articles et produits référencés au BPU. Il peut s'agir également d'un ajout de produits ou articles.
- En cas de modification de la clause de variation de prix en raison de la disparition d'un indice ou d'un index inclus dans la clause initiale, à condition que son remplacement n'entraîne pas un bouleversement majeur de l'économie du marché ;
- En cas de cession du contrat au profit d'un nouveau Titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise Titulaire, à condition que cette modification n'entraîne aucun changement substantiel du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux.

Toute modification affectant la situation administrative, financière ou juridique du Titulaire de l'accord-cadre est portée impérativement à la connaissance de l'Acheteur.

Le Titulaire fournit, le cas échéant et dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant tout changement (copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, modification de la dénomination sociale etc..).

Suite à cette cession, l'Acheteur procède à la vérification des capacités de la société cessionnaire ou le locataire-gérant possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise doit produire les documents listés aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (Titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D.8254-3 (Titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail qui lui sont demandés.

Suite à cette vérification, le changement de Titulaire fait l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau Titulaire.

1.7.2 Marchés complémentaires

En application des articles R. 2122-4 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, l'Acheteur peut passer un marché de fournitures ou de service sans publicité ni mise en concurrence préalables, ayant pour objet des livraisons complémentaires, et exécutées par le Titulaire initial du marché.

Lorsqu'un tel marché est passé par l'Acheteur, sa durée ne peut dépasser, sauf cas dûment justifié, trois ans, toutes périodes de reconduction comprises.

ARTICLE II : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre décroissant de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et les annexes financières (Bordereau des Prix Unitaires (BPU), Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF), le catalogue du Titulaire et le taux de remise appliqué sur ce catalogue) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières du marché (CCAP) et ses annexes éventuelles dont seul l'exemplaire conservé par l'Acheteur fait foi ;
- Les bons de commande ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont seul l'exemplaire conservé par l'Acheteur fait foi ;

- Le CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, et ci-après désigné le CCAG-FCS ;
- L'offre technique du Titulaire constituée du cadre de réponse technique et des éventuels documents annexés (notamment les fiches techniques).

Le CCAG-FCS est réputé connu du Titulaire et les parties lui reconnaissent expressément le caractère contractuel. Le Titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance du texte précité et, d'une manière générale, de toute la réglementation relative à son activité.

Sauf cas d'erreur manifeste, cet ordre de priorité prévaut en cas de contradiction dans le contenu des pièces.

Toute clause, portée dans l'offre du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-avant, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE III : DUREE DE L'ACCORD-CADRE

La durée de validité de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Elle est fixée à un an à compter de sa notification.

L'accord-cadre peut être reconduit tacitement trois fois sans que la durée totale ne puisse excéder quatre ans. Le Titulaire ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre. En cas de non reconduction, l'Acheteur transmet trois mois avant la date anniversaire du présent accord-cadre, sa décision au Titulaire.

ARTICLE IV – DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés dans chaque bon de commande.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-FCS, en cas d'impossibilité de livrer le produit commandé, le Titulaire doit impérativement en informer l'Acheteur sans délai. Le Titulaire doit proposer un produit de qualité équivalente ou supérieure et au même prix que celui figurant dans le BPU.

Par dérogation à l'article 13.3.3 du CCAG-FCS, l'Acheteur dispose d'un délai de 48h00 à compter de la communication de la proposition de substitution pour approuver ladite proposition, et indiquer une nouvelle date de livraison. Le silence de l'INSA Lyon durant ce délai vaut refus.

En cas de refus, la commande du produit que le Titulaire ne peut livrer est annulée.

Le reste de la commande, le cas échéant, est maintenu. La facture, objet de cette commande, doit tenir compte de cette annulation.

Une demande de prolongation peut ne concerner qu'une partie d'un bon de commande.

Les bons de commande peuvent s'exécuter jusqu'à trois mois après la date de fin de l'accord-cadre.

ARTICLE V : EVOLUTION DES FOURNITURES

5.1 Modalités de la demande d'évolution

Le Titulaire s'engage, sur la durée totale de l'accord-cadre, à fournir un produit conforme aux spécifications figurant dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

Toutefois, conformément à l'article 1.7.1 du CCAP, le Titulaire peut faire évoluer les références prévues à l'accord-cadre dans les conditions fixées ci-après :

- Apparition d'une innovation technologique majeure : un nouveau produit offre une amélioration notable en termes de performance, de sécurité, d'ergonomie ou de consommation énergétique
- Obsolescence technologique : les produits initialement prévus deviennent obsolètes et ne répondent plus aux besoins opérationnels
- Évolution des normes et réglementations : une modification réglementaire impose l'adoption de nouvelles technologies ou la mise à niveau des produits
- Amélioration du rapport coût/performance : une nouvelle technologie équivalente permet une réduction significative des coûts tout en offrant des performances équivalentes ou supérieures.

Le nouveau produit doit être conforme aux spécifications techniques prévues dans les documents contractuels de l'accord-cadre et doit être techniquement équivalent ou supérieur au produit proposé initialement.

L'évolution se traduit par l'ajout ou le remplacement d'un article, au profit d'un ou de plusieurs articles de qualité égale ou supérieure, à un coût égal ou inférieur à celui remplacé, dans la limite où ces nouveaux produits restent conformes aux exigences du présent accord-cadre.

Le Titulaire s'oblige à accorder à ces évolutions de produits les mêmes garanties que celles prévues au présent accord-cadre et à observer les mêmes délais d'exécution.

5.2 Modalités d'acceptation de l'évolution

La demande peut être initiée soit par le Titulaire du marché, soit par l'Acheteur.

Lorsque le Titulaire souhaite faire évoluer l'offre, il formule sa demande auprès de l'Acheteur par écrit, en fournissant un nouveau BPU incluant les nouvelles références, intitulés et caractéristiques techniques de ces matériels, ainsi que leurs prix.

Lorsque l'Acheteur souhaite faire évoluer l'offre, le Titulaire y donne suite dans un délai de 21 jours ouvrés par l'envoi d'un nouveau BPU incluant une liste des nouveaux matériels, liste comprenant les informations techniques et les prix.

A compter de la réception des nouvelles références et leurs tarifs, l'Acheteur dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier par courriel sa décision au Titulaire. A défaut d'une réponse dans ce délai, ceux-ci sont réputés rejetés.

5.3 Clause de non exhaustivité des BPU

Les BPU sont constitués des références les plus représentatives répondant aux besoins de l'Acheteur. Le recensement des produits figurant aux BPU ne présente aucun caractère limitatif ni exhaustif : des produits complémentaires inscrits aux catalogues des Titulaires et appartenant au même segment d'achats, pourront faire l'objet de bons de commande dans le cadre du présent marché. En conséquence, les catalogues des Titulaires et le taux de remise applicable sur ces catalogues ont une valeur contractuelle.

ARTICLE VI : MODALITES D'EXECUTION

6.1 Modalités de passation des commandes

Les bons de commande sont notifiés par l'Acheteur au Titulaire.

Le Titulaire s'engage à fournir l'accès à un catalogue référençant les articles susceptibles d'être commandés dans le cadre du présent accord-cadre, et pour lesquels il consent à une remise sur les prix publics.

Il doit répondre aux demandes de devis, pour les commandes hors BPU, dans un délai maximum de 3 jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

6.2 Bons de commande

Le Titulaire indique dans son offre les modalités d'adressage des bons de commande.

Chaque bon de commande précise :

- Le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- Le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- Le code service ;
- Le numéro de devis (pour les commandes hors BPU)
- La désignation et la quantité des prestations commandées ;
- Le délai d'exécution (à compter de la notification du bon de commande) ;

- Les lieux d'exécution des prestations ;
- Le montant HT et TTC du bon de commande ;

6.3 Conditions d'emballage et de transport

Le Titulaire prend toutes les précautions nécessaires pour que les marchandises parviennent en parfait état. Il est responsable du transport jusqu'au lieu de livraison. En conséquence, il est seul responsable des détériorations et des retards qui pourraient être constatés à la livraison, qu'elle soit assurée par son propre personnel ou par un transporteur.

6.4 Modalités et délais de livraison

Les fournitures sont impérativement livrées à l'adresse figurant sur le bon de commande dans le délai contractuel.

L'accord-cadre comprenant la livraison des prestations, le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux. Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison indiqué dans le bon de commande est à la charge du Titulaire.

Aucune livraison partielle ne peut être acceptée, sauf accord express de l'Acheteur.

La livraison est effectuée en accord avec le service prescripteur, qui doit être averti du jour et de l'heure de livraison au minimum 72h en amont.

Les fournitures livrées doivent être accompagnées d'un bon de livraison comportant :

- La date d'expédition ;
- La référence à la commande et au marché ;
- L'identification du Titulaire ;
- L'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- Le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

La livraison des fournitures est constatée par la signature du bon de livraison, dont chaque partie conserve un exemplaire. La signature du bon de livraison ne vaut pas admission des fournitures et prestations sans réserve.

6.5 Suivi de l'exécution des prestations

6.5.1 Réunion de lancement de l'accord-cadre

Suite à la notification du marché, une réunion de lancement est organisée avec le Titulaire et des représentants du Service Assistance à la Logistique et Maintenance Audiovisuelle (ALMA) de l'INSA Lyon et un représentant du pôle Achats.

En amont de cette réunion de lancement, le Titulaire transmet la liste des interlocuteurs et leurs coordonnées.

6.5.2 Réunions de suivi de l'exécution de l'accord-cadre

Des réunions de suivi de l'exécution de l'accord-cadre sont organisées entre l'Acheteur, représenté par un représentant du Service Assistance à la Logistique et Maintenance Audiovisuelle (ALMA) de l'INSA Lyon et un représentant du pôle Achats, et le Titulaire afin d'identifier les difficultés et les axes d'améliorations potentiels.

Le Titulaire fournit chaque année, à la date anniversaire de l'accord-cadre, les statistiques concernant les fournitures vendues.

ARTICLE VII : OBLIGATIONS DES PARTIES

7.1 Confidentialité

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter le caractère confidentiel.

Ces informations, ces documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'Acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, à l'issue de l'exécution du présent marché.

L'Acheteur peut, à tout moment, demander au Titulaire de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentiels qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le Titulaire peut entraîner la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

Le cas échéant, le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

7.2 Relations avec l'INSA Lyon

Le Titulaire s'engage auprès de l'Acheteur à mettre en place une procédure de suivi de la prestation avec la nomination d'une personne chargée du suivi du marché.

Le Titulaire s'engage à conseiller les services prescripteurs et à répondre à leurs sollicitations, par mail ou par téléphone, avant la passation des commandes.

7.3 Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'Acheteur par le Titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du Titulaire par l'Acheteur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de l'Acheteur.

Le Titulaire garantit l'Acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité.

7.4 Garantie

Les réclamations relatives à des pièces défectueuses ou à un dysfonctionnement de tout ou partie du matériel livré émanent de l'Acheteur.

Les fournitures bénéficient de la garantie prévue à l'article 1641 du Code civil, et de la garantie des produits défectueux prévue aux articles 1245 à 1245-17 du Code civil, ainsi que de la garantie contractuelle indiquée par le Titulaire dans son offre.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, l'équipement est intégralement couvert par une garantie minimale d'une durée de 24 mois.

La garantie contractée pendant la période d'exécution de l'accord-cadre engage le Titulaire pour sa durée.

La garantie couvre le coût des pièces défectueuses sans limite de montant, de main d'œuvre et les frais de déplacement sur site.

Le Titulaire garantit l'Acheteur contre toutes les revendications des tiers relatives aux prestations en ce qui concerne la propriété industrielle de celles-ci, les procédés, les méthodes et les moyens de fabrication.

Au titre de la garantie, le Titulaire s'engage à remettre en état ou à remplacer à ses frais les produits constatés défectueux ou inutilisables, lorsque les défaillances constatées lui incombent. C'est le cas notamment s'agissant des conditions de mise à disposition du matériel, dont il est responsable (colis mal conditionné, produits non protégés...). Le Titulaire s'engage notamment, sous 48 heures à remplacer sans frais les produits constatés défectueux ou inutilisables.

7.5 Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout Titulaire (mandataire et cotraitants inclus), doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'INSA Lyon, et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

7.6 Engagements du Titulaire

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens humains, techniques, logistiques, matériels, et informatiques nécessaires à l'exécution de ses Prestations et notamment à :

- Fournir les prestations dans les délais contractuels,
- Garantir l'atteinte du niveau de qualité des services attendus,
- Assurer son devoir de conseil en proposant des solutions techniques adaptées.

Le Titulaire est responsable de la désignation des membres de son équipe et il s'engage à ce que les membres de cette équipe possèdent la compétence, l'expérience et les qualités nécessaires à la bonne fourniture des prestations attendues.

De plus, le Titulaire déclare disposer des moyens suffisants en cas de surcroît d'activité, besoin d'expertise complémentaire ou besoins spécifiques.

7.7 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Il est fait notamment application de l'article L.8222-6 du code du travail.

Par ailleurs, en application des articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique et des articles L.8222-1 (cocontractant établi en France) ou L.8222-4 (cocontractant intervenant sur le territoire national établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et jusqu'à la fin du marché, les pièces et attestations à jour justifiant de sa situation au regard de ses obligations fiscales et sociales. Ces pièces et attestations sont transmises par le Titulaire (mandataire, cotraitants et sous-traitants) à l'Acheteur, ou mises à disposition sur le profil d'Acheteur¹

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Si le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, l'Acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du Titulaire.

7.8 Obligations relatives à la sous-traitance

a) Acceptation d'un sous-traitant

Le Titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties des marchés publics, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

Le sous-traitant doit obligatoirement avoir été accepté et ses conditions de paiement agréées pour pouvoir exécuter les prestations qui lui sont sous-traitées.

L'acceptation d'un sous-traitant ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement sont possibles en cours d'exécution de l'accord-cadre selon les modalités définies aux articles L2193-4 à L2193-7 du Code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG-TIC.

En cas de sous-traitance non déclarée et dont l'Acheteur viendrait à avoir connaissance, quel que soit le rang de celle-ci, le sous-traitant concerné doit immédiatement cesser sa prestation. Le Titulaire de l'accord-cadre est mis en demeure de régulariser la situation. Une pénalité de 1 000 € lui est immédiatement appliquée. Le défaut de communication de l'acte spécial de sous-traitance, un mois après avoir été mis en demeure de le fournir, expose l'entrepreneur à l'application des mesures prévues à l'article 50 du CCAG-tic (résiliation du marché).

¹ <https://www.marches-publics.gouv.fr>

b) Paiement direct du sous-traitant

Selon les dispositions de l'article R2193-16 du CCP, le sous-traitant dépose sa demande de paiement sans autre formalité, au format PDF sur le site : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le Titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur ce portail.

L'Acheteur procède au paiement du sous-traitant dans le délai maximum de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par l'Acheteur de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement, ou de l'expiration du délai de 15 jours susmentionné si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus. L'Acheteur informe le Titulaire des paiements qu'il verse au sous-traitant.

ARTICLE VIII : GESTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chacune des Parties s'engage au respect intégral des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la législation relative à la protection des Données à Caractère Personnel (ci-après « DCP »), en particulier la loi « Informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et le règlement UE n° 2016/679 du 27 avril 2016 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des Données à Caractère Personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après le « RGPD »).

Lorsqu'elle est Responsable de traitement au sens du RGPD, chaque Partie prend toutes les mesures nécessaires notamment au respect par elle-même, par son personnel et par ses éventuels prestataires, des principes de licéité, loyauté et transparence des traitements vis-à-vis des personnes concernées, de limitation des finalités, de minimisation et d'exactitude des données, de limitation de la conservation, d'intégrité et de confidentialité des données qui doivent présider à tout traitement. Chaque Partie informe les personnes concernées et facilite l'exercice de leurs droits ; elle met en œuvre toute mesure technique ou organisationnelle appropriée pour assurer sa conformité au RGPD.

Dans le cas où l'objet du Contrat comprend des opérations de « traitement de données à caractère personnel » par le Titulaire pour le compte de l'INSA Lyon et sur ses instructions en tant que « sous-traitant », au sens de l'article 28 du règlement UE n°2016/679, le Contrat intègre un complément au présent article conforme aux exigences du RGPD ainsi qu'une annexe décrivant les données et le traitement concernés.

En outre les Parties reconnaissent et acceptent que certaines DCP listées ci-dessous puissent être transmises ou échangées entre elles et utilisées à l'occasion de l'exécution du Contrat, sans que cela soit l'objet du Contrat :

- Listes de contacts nominatifs et coordonnées professionnelles, à des fins de gestion administrative financière, ou de suivi commercial ou technique du Contrat ;
- Informations personnelles nécessaires au contrôle d'accès aux locaux ou au respect de prescriptions de sécurité sur les sites d'une des Parties ;

Dans ce contexte, les Parties s'engagent, s'agissant des DCP ainsi transmises, à :

- Prendre des mesures adéquates pour en préserver la sécurité et la confidentialité des données personnelles,
- Ne les utiliser que pour les finalités prévues ci-dessus et n'en faire aucun autre usage,
- Ne transférer tout ou partie des DCP ainsi transmises en dehors de l'Union Européenne ou de tout pays assurant un niveau de protection adéquat au sens du RGPD, qu'avec des garanties appropriées au regard des exigences du RGPD et sous réserve d'une information appropriée de l'autre Partie et des personnes concernées,
- Notifier à l'autre Partie dans les plus brefs délais toute violation de sécurité concernant les DCP transmises par cette dernière,
- S'apporter mutuellement assistance pour répondre à toute demande des personnes physiques concernées et de la CNIL, dans le respect des délais légaux.

ARTICLE IX : VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

9.1 Vérification des prestations

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives.

L'Acheteur effectue au moment même de la livraison des fournitures, les opérations simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps et qui se bornent à vérifier quantitativement la livraison.

L'admission des prestations n'est pas notifiée à l'issue des opérations de vérifications sommaires. À ce titre, la signature du bon de livraison n'a pas valeur d'admission des prestations, qui feront l'objet d'opérations de vérifications qualitatives et approfondies, effectuées après livraison dans les conditions définies ci-après.

Les vérifications approfondies sont faites dans un délai de 15 jours par le service concerné par la commande. Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, le Titulaire n'est pas avisé des jours et heures des vérifications.

9.2 Décision après vérification

Il est fait application de l'article 29 du CCAG-FCS.

L'Acheteur peut prononcer un rejet partiel ou total des prestations, s'il estime que le matériel n'a pas la qualité requise ou si la qualité est insatisfaisante.

9.3 Clause de reprise

En cas de retour pour défaut de conformité ou de vice caché constaté sur un article ou un équipement, l'enlèvement, le transport, les droits et taxes sont à la charge exclusive du Titulaire.

Le Titulaire indique dans son offre les modalités de retours, et d'échange des articles.

ARTICLE X : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

10.1. Communication du bilan des émissions de gaz à effet de serre

Le Titulaire présente, à la demande de l'Acheteur, son bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) établi conformément à l'article L.229-25 du Code de l'environnement.

10.2 Qualité environnementale des produits

Les produits de l'accord-cadre répondent aux exigences minimales suivantes :

- Une adaptation aux besoins (pas de sur-spécifications) ;
- Des possibilités de réparation ;
- Une capacité de recyclage des matériels ;
- Une réduction des polluants et des substances toxiques ;
- Une exclusion des substances cancérigènes et des métaux lourds.

Dans une démarche environnementale, le Titulaire privilégie du matériel avec :

- Une longue durée de vie du matériel (au minimum 5 ans) ;
- Des matériaux recyclés ;
- Une consommation énergétique économe.

10.3 Articles éco-responsables

Le Titulaire fournit à l'Acheteur tous les justificatifs nécessaires quant à la composition, le mode et le lieu de fabrication, la part de matériaux recyclés, la recyclabilité, la biodégradabilité, la durabilité des articles proposés au BPU et au catalogue en ligne du Titulaire.

Les notices d'utilisation doivent être rédigées en langue française.

10.4 La gestion des déchets

Conformément à l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le Titulaire s'engage à respecter les conditions d'exécution en vue de la protection de l'environnement.

Le Titulaire a l'obligation de produire, sur demande de l'Acheteur, tout justificatif de traçabilité des déchets.

Le Titulaire veille à ce que les fournitures respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du présent marché, les éventuelles modifications demandées par l'Acheteur afin de se conformer aux nouvelles règles donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties, en application de l'article 7 du CCAG-FCS.

10.5 Emballages

Le Titulaire s'engage à utiliser des emballages pour lesquels les déchets produits lors de leur fabrication sont traités pour en réduire les impacts écologiques négatifs.

Il veille, dans la mesure du possible, à réduire les quantités et à limiter les emballages des produits (pas de suremballages, réduction du poids et du volume de ces emballages).

Conformément aux dispositions de l'article 20.2 du CCAG-FCS, le Titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés.

10.6 Pratiques de transport éco-responsables

Le Titulaire favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Il recourt, autant que possible et lorsque les trajets le permettent, à des solutions alternatives au transport routier conventionnel utilisant l'essence ou le diesel comme carburant, dans un objectif de minimiser leur impact en matière d'émissions de gaz à effet de serre (GES). Ces solutions alternatives portent, à la discrétion du Titulaire :

- Sur le recours au transport ferroviaire, fluvial, et/ou à la cyclo logistique (ex. vélo cargo) pour le dernier kilomètre (dernier segment de la chaîne de livraison d'une commande) ;
- Sur le type de source d'énergie alimentant les véhicules routiers utilisés (électricité, hydrogène, gaz naturel (GNC/GNL) y compris biogaz, gaz de pétrole liquéfié (GPL), biocarburant non produit à partir d'huile de palme ou de soja, ou carburant de synthèse).

Le Titulaire présente dans son offre les dispositions proposées concernant les livraisons, les caractéristiques du parc de véhicules, la formation des conducteurs à l'écoconduite, etc.

L'INSA Lyon se réserve le droit d'accorder un sursis de livraison au Titulaire s'il justifie de mesures et de précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison (ex : tournées de livraison, conditionnement, etc.). À cette fin, le Titulaire :

- Privilégie le transport groupé des marchandises afin d'optimiser les trajets, les chargements, et les flux.
- Reprogramme le créneau de livraison si nécessaire, après accord préalable du bénéficiaire. Le Titulaire formule sa demande par courriel avec accusé réception ou par téléphone. Cette reprogrammation peut ainsi déroger aux délais de livraison inscrits au marché, sous réserve de validation expresse du bénéficiaire.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

10.7 Suivi de la clause environnementale

Le contrôle et le suivi de la clause environnementale s'opèrent lors des réunions de suivi d'exécution du marché mises en place.

10.8 Suivi des conditions d'exécutions environnementales

Les statistiques fournies par le Titulaire doivent faire apparaître la part d'articles issus du réemploi répondant aux conditions de l'article 58 de la loi AGECE.

ARTICLES XI : PRIX

11.1 Forme et contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au déchargement jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant la prestation.

Les prestations sont réglées par application des prix figurant dans le bordereau de prix unitaires (BPU) et dans les catalogues du Titulaire après application du taux de remise consenti sur les prix publics.

11.2 Variation des prix

Le mois d'établissement des prix définis dans les pièces financières du marché est le mois précédant le mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

La révision des prix des bordereaux de prix unitaire s'applique à chaque article.

Les prix sont révisés par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation :

$$P = P_0 * (0.15 + 0.85 * \text{SYNTEC1} / \text{SYNTEC0})$$

Dans laquelle :

P = Prix actualisé

P₀ = Prix initial de l'offre

SYNTEC1 = dernière valeur connue de l'indice SYNTEC de référence

SYNTEC0 = valeur de l'indice SYNTEC au mois zéro pour la première année de révision ; indice de la révision précédente pour les années suivantes.

Les indices provisoires ne sont pas pris en compte dans la formule paramétrique. Ils doivent être publiés et définitifs.

Lorsque l'Acheteur approuve la révision de prix, le nouveau BPU s'applique à compter de la date convenue par le Titulaire, sans que cette date ne puisse être inférieure à un mois à compter de la réception des nouveaux tarifs.

Pour les objets qui ne figurent pas dans le bordereau des prix, les prix du catalogue s'appliquent, avec l'application du taux de remise indiqué par le Titulaire dans l'Acte d'engagement.

11.3 Prix promotionnels

Les prix figurant aux BPU et aux catalogues du Titulaire peuvent évoluer temporairement à la baisse, dans le cadre d'offres de prix promotionnels.

Le Titulaire adresse les tarifs promotionnels par mail à l'Acheteur en précisant la durée de validité de la promotion et les produits concernés. Cette pièce devient contractuelle et est annexée au bon de commande et à la facture.

ARTICLE XII : GARANTIES FINANCIERES

Aucune clause de garantie financière n'est appliquée.

ARTICLE XIII : AVANCE

Une avance de 5% est accordée au Titulaire, dans les conditions de l'article R2191-16 et suivants du Code de la commande publique, pour tout bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée supérieure à 2 mois, sauf renonciation expresse du Titulaire à l'article B4 de l'acte d'engagement.

ARTICLE XIV : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

14.1 Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'Acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Les factures électroniques transmises par le Titulaire comportent les mentions suivantes :

- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro du marché ;
- Le code service ;
- La date de livraison ;
- La quantité et la dénomination précise des articles livrés ;
- Le prix unitaire hors taxes des articles livrés ;
- Le montant total hors taxes des fournitures admises ;
- Le montant et le(s) taux de TVA applicable(s) ;
- Tout rabais, remise, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables ;
- Le montant TTC

14.2 Délai global de paiement

Le délai global de paiement est fixé selon les articles L. 2192-10 et L. 2192-12 à L. 2192-15 du Code de la Commande Publique. Pour la liquidation des intérêts moratoires, le taux à prendre en compte est le taux en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir : un seul taux s'applique pour toute la durée du marché.

14.3 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE XV : PENALITES

15.1 Pénalités de retard

Conformément à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution du marché est dépassé, par le fait du Titulaire, celui-ci encourt, après mise en demeure préalable, une pénalité de retard.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

Dans laquelle :

- P correspond au montant de la pénalité
- V correspond à la valeur des fournitures ou services sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard de l'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable
- R correspond au nombre de jours de retard (jours ouvrés)

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

15.2 Pénalité pour travail dissimulé

Si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'Acheteur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

ARTICLE XVI : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS s'appliquent. En cas de non-exécution ou de mauvaise exécution des prestations prévues, après mise en demeure rester sans effet, ou en cas de décision de résiliation, l'Acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du Titulaire.

S'il n'est pas possible à l'Acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans l'accord-cadre, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au Titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent contrat est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE XVII : RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

17.1 Résiliation pour faute du Titulaire Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Au-delà de trois livraisons non exécutées et/ou si le montant des commandes non livrées représente plus de 5% du montant estimé de l'accord-cadre, l'INSA Lyon se réserve le droit de résilier le marché pour faute du Titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du Titulaire.

17.2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'Acheteur par le Titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'Acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE XVIII : REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUE

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lyon est compétent en la matière.

Tous les documents, les correspondances, les demandes de paiement doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE XIX : DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Articles du CCP	Articles du CCAG-FCS
Article 2	Article 4.1
Article 4	Articles 13.3 et 13.3.3
Article 7.4	Article 33
Article 9.1	Article 28
Article 15.1	Article 14.1.3